

LE RAPPORT **NEMTSOV** POUTINE ET LA GUERRE



DOCUMENT

TRADUIT DU RUSSE PAR POLINA PETROUCHINA

PRÉFACE DE MARIE MENDRAS

POSTFACE DE MICHEL ELTCHANINOFF

SOLIN/ACTES SUD

POSTFACE

POUTINE S'EN VA-T-EN GUERRE

CE QUE LE RAPPORT NEMTSOV DIT DE LA STRATÉGIE DU KREMLIN

En 2014, les Moscovites ont découvert, dans les rues de la capitale, d'immenses affiches représentant les plus célèbres opposants à la politique du Kremlin : le blogueur anti-corruption Alexeï Navalny, le chanteur de rock Iouri Chevtchouk, la romancière Ludmila Oulitskaïa ou encore l'homme politique Boris Nemtsov. Sous leur portrait, une formule cinglante : “cinquième colonne”. Vladimir Poutine avait utilisé cette expression, née durant la guerre d'Espagne, lors de son discours célébrant l'annexion de la Crimée, le 18 mars 2014 : “Certains politiques occidentaux nous effraient déjà non seulement avec des sanctions, mais avec la perspective de l'aggravation des problèmes internes. On aimerait bien savoir ce qu'ils ont en vue : les agissements d'une cinquième colonne, un genre de « traîtres à la nation » ?...” Quelques mois plus tard, lors de sa grande conférence de presse annuelle, le président russe enfonce le clou en réponse à une journaliste qui lui demande “où se termine l'opposition et où commence la « cinquième colonne »” : “La frontière est très fine”, prévient-il ; il est très difficile de trouver un critère précis pour départager l'opposant “patriote” prêt à mourir pour sa patrie malgré les divergences d'opinion et “ces gens qui accomplissent ce que

leur dictent les intérêts d'un autre État*". Or, si l'on combat loyalement un adversaire, on élimine sans pitié un renégat.

Avec cette manière de suggérer qu'une partie de l'opposition s'occupe de "trahison nationale**", l'assassinat de Boris Nemtsov, fin février 2015, était déjà – quel qu'en soit l'exécutant et même le commanditaire précis – préparé et justifié au plus haut niveau de l'État. *A fortiori*, ministre des années 1990 ayant participé à la libéralisation économique du pays, Nemtsov n'était-il pas presque par définition, aux yeux du pouvoir, un membre de la cinquième colonne occidentale ? Il ne restait qu'à trouver l'occasion. Le rapport sur l'Ukraine l'a fournie. Il fallait en outre empêcher un Russe de démontrer que la guerre menée par Vladimir Poutine contre l'Ukraine était néfaste à la Russie elle-même. Il fallait faire taire une voix qui démontait, preuves à l'appui, les déclarations du Kremlin sur la Crimée et le Donbass. Il fallait tuer quelqu'un comme Nemtsov, capable d'expliquer aux Russes pourquoi le Kremlin avait besoin de cette guerre. Star de la télévision en déclin au début de 2012, Vladimir Poutine a pensé son troisième tour de chant sur un air plus martial que ses deux précédentes prestations présidentielles (2000-2004 et 2004-2008). L'excitation nationaliste et la guerre devenaient arme idéale pour recouvrer la popularité perdue.

Mais le rapport Nemtsov va plus loin. Il n'explique pas uniquement les événements ukrainiens à partir de considérations électorales. Il révèle trois vérités pas forcément agréables à entendre pour le Kremlin. La première : l'État russe refuse

* Grande conférence de presse de Vladimir Poutine, 18 décembre 2014.

** C'est l'expression qu'utilise le président russe dès 2012 (rencontre au camp de jeunes de Seliger, 31 juillet 2012).

qu'un pays indépendant comme l'Ukraine sorte de son orbite. La deuxième : Poutine, qui se targue "d'appeler les choses par leur nom", ment effrontément sur l'Ukraine. La troisième : Poutine ne promet plus à son peuple que la guerre et les larmes. Revenons sur ces trois points qui font du rapport Nemtsov un révélateur du poutinisme.

L'UKRAINE, UNE TERRE SACRÉE

Comment expliquer que la Russie se soit lancée dans une guerre contre son voisin ukrainien ? Vladimir Poutine n'a pas supporté que la majorité de sa population décide de quitter la sphère d'influence russe, devenue synonyme d'une dépendance politique et économique étouffante, d'une corruption sans fin et d'une mémoire historique manipulée. Il a voulu empêcher le tournant pro-européen du pays. S'il n'a pu vaincre la révolution de Maïdan, il a du moins englouti la Crimée et enfoncé un coin dans l'unité nationale en téléguidant le conflit du Donbass.

Sur quels motifs le président russe fonde-t-il son interventionnisme dans cet État indépendant depuis 1991 ? L'Ukraine, ancienne république socialiste, constitue une pièce centrale de la rhétorique pro-soviétique du Kremlin. Vladimir Poutine a toujours justifié par un argument d'ordre humanitaire sa formule selon laquelle "la chute de l'URSS a été la plus grande catastrophe géopolitique du siècle*". En 2007, il feint de s'indigner face à ceux qui s'étonnent de cette assertion : "Qu'est-ce que la chute de l'Union soviétique ? 25 millions de citoyens soviétiques, des

* Adresse à l'assemblée fédérale de la Fédération de Russie, 25 avril 2005.

Russes ethniques se sont retrouvés hors des frontières de la nouvelle Russie. Et personne n'a pensé à eux. [...] C'est pourquoi 25 millions se sont retrouvés de l'autre côté de la frontière sans ressources, dans un contexte de nationalisme en progression, sans pouvoir partir dans la nouvelle Russie, dans leur patrie historique, sans pouvoir voir leurs proches, parce qu'ils n'avaient même pas assez d'argent pour s'acheter un billet de train ou d'avion. Ils n'avaient pas d'appartement en Russie. Ils n'avaient nulle part où vivre, où travailler. Ce n'est pas une tragédie, ça* ?” Il pense notamment à l'Ukraine où vivent de nombreuses personnes venues de Russie durant le siècle soviétique, et où l'on parle tout autant le russe que l'ukrainien. Tout récemment, Vladimir Poutine rappelait encore la nécessité absolue “d'assurer une vie digne, notamment aux Russes qui vivent aujourd'hui à l'étranger, dans les pays proches”. Confondant habilement Russes et russophones, le président s'autoproclame responsable du “monde russe” partout dans le monde – et s'accorde tous les moyens pour le protéger, au Kazakhstan, dans les Pays baltes ou en Ukraine.

Mais les Ukrainiens sont beaucoup plus que cela. Lors de son discours d'octobre 2015 au club Valdaï, rendez-vous annuel rassemblant les spécialistes de la Russie, le président russe affirme : “C'est vraiment un pays frère, un peuple frère. Je ne fais pas la différence entre les Russes et les Ukrainiens**.” Sur quels motifs Moscou édifie-t-il son discours de la fraternité ? Tout d'abord sur une vision de l'histoire qui fait de la Rus', principauté de Kiev des ^{x^e}-^{xiii^e} siècles, l'origine de

* Interview accordée au journal *Time*, 19 décembre 2007.

** Discours au club Valdaï, 22 octobre 2015, Sochi.

l'État russe, qui s'est élaboré à partir de la Moscovie plusieurs siècles plus tard. Dès 2001, Vladimir Poutine clame : “Nos racines se situent dans la Russie kiévienne. Notre fraternité n'est pas une légende, mais un fait historique*.” Aujourd'hui, le gouvernement projette l'érection à Moscou d'une statue du prince Vladimir, fondateur de la dynastie kiévienne. Quant à la Crimée, terre de peuplement tatar rattachée à l'Empire russe au XVIII^e siècle seulement, Vladimir Poutine la visite ou l'évoque pour claironner qu'elle “a pour les Russes [...] une signification sacrée. C'est précisément en Crimée, à Chersonèse, que fut baptisé le prince Vladimir, avant que l'on ne baptise la Rus'. Les fonts baptismaux originaux de la Russie s'y trouvent**.” En août 2015, le président plonge en bathyscaphe au large de Sébastopol afin d'examiner les restes d'un navire byzantin. Le but de la manœuvre est de démontrer que la présence byzantine est liée à “l'édification de l'État russe et [au] développement des relations avec Byzance et d'autres pays***” aux X^e-XI^e siècles – et par là de minimiser la revendication des Tatars.

L'histoire est ici immédiatement ramenée à un sens religieux. La confession orthodoxe et l'élaboration d'une “civilisation orthodoxe” spécifique contribuent pour le Kremlin à rendre le divorce impensable. L'orthodoxie, selon le président russe, unit “les peuples d'Ukraine, de Russie et de Biélorussie dans des racines historiques, morales et

* Intervention lors d'une réception à l'occasion du dixième anniversaire de l'indépendance de l'Ukraine, 23 août 2001, Kiev.

** Rencontre avec les jeunes chercheurs et les enseignants d'histoire, 5 novembre 2014, Moscou.

*** Réponse aux questions des journalistes, 18 août 2015, Sébastopol, Crimée.

spirituelles communes*[”]. Une autre instrumentalisation idéologique de l’histoire de l’Ukraine a lieu lorsque le président russe lance, après avoir annexé la Crimée, le projet “Novorossia”, terme créé au moment de la colonisation de la partie méridionale de l’Ukraine par l’Empire russe au XVIII^e siècle. Évoquant une fois encore “les droits et les intérêts des citoyens russes et russophones du Sud-Est de la Russie”, Vladimir Poutine rappelle, en utilisant la terminologie du temps des tsars, qu’il s’agit de la Novorossia : “Kharkov, Donetsk, Nikolaïev, Odessa ne faisaient pas partie de l’Ukraine à l’époque des tsars. Ce sont des territoires qui ont été transmis à l’Ukraine dans les années 1920 par le pouvoir soviétique. Pourquoi ils ont fait ça, Dieu seul le sait**.” Pourquoi ne pas essayer de les récupérer ? Si, après 8 000 tués et plus d’un an de guerre, le rêve d’une Novorossia semble au point mort, le Kremlin peut le réactiver à tout instant : afin de sortir la Crimée de son périlleux enclavement par rapport à la Russie, d’avancer jusqu’à Odessa, de faire jonction avec la Transnistrie moldave pro-russe, ou de relancer les hostilités dans le Donbass. Le projet Novorossia n’est peut-être qu’en sommeil.

Si des motifs historiques et religieux sont invoqués pour rendre l’Ukraine inséparable de la Russie, des arguments tirés de la philosophie de l’histoire sont également utilisés par le Kremlin. Vladimir Poutine aime agrémente ses discours ou ses déclarations de citations de penseurs. Cela lui permet d’enraciner son action dans un grand récit national

* Entretien à l’occasion du film *Le Deuxième Baptême de la Russie*, 23 juillet 2013.

** “Ligne directe” avec Vladimir Poutine, 17 avril 2014, Moscou.

et d'exalter la "différence" russe. Le penseur qu'il mentionne le plus souvent est Ivan Ilyine (1883-1954), spécialiste de Hegel et publiciste réactionnaire. Expulsé d'URSS en 1922 vers l'Allemagne, anti-bolchevik viscéral, séduit un temps par le nazisme, il émigre en Suisse en 1938. Entre 1948 et 1954, il rédige des articles de combat destinés aux organisations russes blanches les plus militaristes. Ces articles sont rassemblés en 1956, à Paris, en langue russe, sous le titre *Nos missions*. Réédité en Russie au début des années 1990, cet ouvrage (non traduit en français) est devenu le livre de chevet des élites politiques russes. Ilyine y critique le communisme, bien sûr, mais également des démocraties occidentales jugées trop formelles et trop faibles. Dans un chapitre de *Nos missions* ("Le guide national et les dirigeants de partis"), il évoque par exemple la nécessité d'un "guide" qui "sache ce qu'il faut faire". Selon lui, "le guide sert au lieu de faire carrière ; combat au lieu de faire de la figuration ; frappe l'ennemi au lieu de prononcer des mots vides ; dirige au lieu de se vendre aux étrangers*". Difficile de ne pas y voir un portrait du grand leader post-soviétique, ce qui explique son succès en haut lieu. Vladimir Poutine cite le philosophe durant ses grandes adresses aux représentants des deux chambres, en 2005, 2006 ou encore en décembre 2014.

Or que pense Ilyine des relations entre l'Ukraine et la Russie ? Dans un chapitre de *Nos missions* consacré à "ceux qui veulent démembrer la Russie**", il passe en revue la manière dont les États qui ne supportent pas l'originalité et l'unité russe chercheraient à la démanteler. Première technique : "créer de merveilleux « marchés » [...] dans les

* *Nos missions*, I, p. 20, "Le guide national et les dirigeants de partis".

** *Ibid.*, p. 68.

petits pays, si dépendants des devises étrangères et de leurs intrigues diplomatiques”. Tiens... Il enchaîne en considérant que “la première victime sera l’Ukraine, politiquement et stratégiquement faible, facilement occupée et annexée au bon moment par l’Occident”... Ilyine écrivait d’ailleurs dès 1938 que “l’Ukraine est la partie de la Russie la plus menacée en termes de séparatisme [vis-à-vis de Moscou] ou d’invasion. Le séparatisme ukrainien est un phénomène artificiel, privé de tout fondement réel. Il est né de l’ambition de ses guides et des envahissantes intrigues internationales. En se séparant, son gouvernement se vend lui-même à l’invasion et au pillage étrangers. La Petite-Russie [nom impérial de l’Ukraine] et la Grande-Russie sont liées ensemble par la foi, les peuples, le destin historique, la situation géographique, l’agriculture, la culture et la politique. Les étrangers qui sèment la division doivent se rappeler qu’ils déclareraient par là à la Russie une guerre centenaire. [...] La nation russe ne cherche la mort de personne, mais elle saura répondre en temps voulu à toute tentative de démembrement et combattra jusqu’au bout. Il est plus avantageux, pour toutes les puissances, d’avoir la Russie comme amie plutôt que comme ennemie. L’histoire n’a pas encore dit son dernier mot*.” Les conseillers de Vladimir Poutine n’ont pas placé ces mots dans la bouche du président russe lui-même. Ils sont trop directs. Lorsqu’il cite Ilyine, le président russe choisit toujours des passages moins offensifs, histoire d’engager tout de même les curieux à découvrir par eux-mêmes des extraits moins diplomatiques. Mais l’essentiel de la théorie du Kremlin face à Maïdan, reprise par les médias télévisuels,

* *Les Fondements de la lutte pour une Russie nationale*, éditions Pour la Russie, Narva, 1938.

est exprimé par Ilyine. Et lorsque Poutine critique l'Occident qui, d'après lui, a guidé la révolution ukrainienne, il fait du pur Ilyine : "La politique d'endiguement de la Russie, qui a continué au XVIII^e, au XIX^e et au XX^e siècle, se poursuit aujourd'hui. On essaie toujours de nous repousser dans un coin parce que nous avons une position indépendante, parce que nous la défendons, parce que nous appelons les choses par leur nom et ne jouons pas aux hypocrites. Mais il y a des limites. Et en ce qui concerne l'Ukraine, nos partenaires occidentaux ont franchi la ligne jaune. Ils se sont comportés de manière grossière, irresponsable et non professionnelle*." C'est la même hypothèse défensive d'une Russie entourée d'ennemis jaloux de sa puissance qui est exprimée chez Ilyine et Poutine.

Pour le philosophe comme pour le président, l'Ukraine est, au fond, toujours une partie de l'Empire russo-soviétique. D'après les indiscrétions, le texte préféré de Poutine** s'intitule : "Que promet au monde le démembrement de la Russie*** ?" Ilyine y affirme que la Russie n'est pas un "mécanisme artificiellement agencé", mais un "organisme historiquement formé et culturellement justifié". Il est donc impossible de le démembrer sans le faire souffrir ou périr. Cette vision organiciste de l'histoire et de la géographie, héritière de l'hégélianisme, dirige toujours la vision du Kremlin. Dans un autre chapitre, intitulé "La Russie est un organisme vivant (II)****", Ilyine décline cette idée sous un angle économique et impérialiste. Selon lui,

* Adresse à la Fédération de Russie, 18 mars 2014, Kremlin.

** Vesti.ru, 24 mai 2009.

*** *Nos missions*, I, p. 101 à 105.

**** *Ibid.*, p. 93.

l'Ukraine, "grenier à pain de la Russie européenne", n'appartient pas seulement aux "petits-russiens" mais à "tout le pays". De même pour "le charbon et le fer de la région de Donetsk".

Vladimir Poutine n'a donc pas ménagé ses efforts, après son retour à la présidence en 2012, pour attirer l'Ukraine dans son grand projet économique et géopolitique, l'Union eurasiatique (qui est entrée en vigueur début 2015 avec, outre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie, le Kirghizistan). Dans ses interventions publiques, il tente de convaincre le président ukrainien de l'époque, Viktor Ianoukovitch, de l'importance de ce projet pour l'Ukraine elle-même : "C'est toujours le choix de tout État, de s'associer ou non à une quelconque organisation. Mais il faut avoir en vue le niveau approfondi de coopération que nous connaissons tous deux, et que vous venez d'énumérer : c'est l'énergie atomique, c'est l'énergie en général, c'est la construction aéronautique, c'est le cosmos, c'est la construction navale, peut-être d'autres industries-clés*", sans compter l'accès à un immense marché. Mais tandis que l'Ukraine traîne les pieds, le président russe insiste : "Du point de vue socio-économique, aujourd'hui, il me semble qu'il n'y a aucun expert sérieux, en Ukraine ou en Russie, qui ne considère pas que pour l'Ukraine ce serait un processus exclusivement positif**." En désespoir de cause, face aux atermoiements d'un président qui regarde vers l'Union européenne, il passe alors au vocabulaire de l'unité : "L'Ukraine est, sans aucun

* Rencontre avec le président ukrainien Viktor Ianoukovitch, 22 octobre 2012, région de Moscou, Novo-Ogarevo.

** Conférence de presse, 20 décembre 2012, Moscou.

doute, un État indépendant. [...] Mais nous n'oublions pas que l'État russe actuel a des racines liées au Dniepr. Comme on dit, nous avons les mêmes fonts baptismaux dans le Dniepr. La Russie kiévienne est à l'origine de l'immense État russe. Nous avons une tradition commune, une mentalité commune, une histoire commune, une culture commune. Nos langues sont très proches. En ce sens, je veux le répéter encore, nous sommes un seul peuple*.”

Toute velléité de prise de distance serait interprétée par le Kremlin comme un crime contre l'histoire et un déchirement inacceptable. Le message est entendu : le 21 novembre 2013, le président Ianoukovitch suspend *in extremis* les négociations pour la signature d'un partenariat avec l'Union européenne. Cette décision lance le mouvement de Maïdan, qui aboutit aux violences meurtrières contre les manifestants et à la fuite du président ukrainien en février 2014. Vladimir Poutine, qui célèbre au même moment à Sotchi la puissance russe durant les Jeux olympiques d'hiver, n'y peut rien. Mais sa réaction, en Crimée puis en Ukraine orientale et méridionale, inscrit dans les faits l'idéologie qui mûrit depuis des années déjà dans ses discours. Finalement, là encore, il n'a fait qu'attendre le bon moment. Dernier signe du rejet profond de l'idée d'une Ukraine détachée de la sphère d'influence russe : Poutine a récemment répété combien il jugeait illégitime la révolution orange de 2004 tout comme le Maïdan de 2013-2014. Pour lui, l'histoire récente de l'Ukraine est le fruit d'actions illégales soutenues, voire organisées, par l'Occident. Que pense-t-il de l'arrivée

* Réunion du club de discussion international Valdaï, 19 septembre 2013, région de Novgorod.

au pouvoir du président pro-européen Victor Iouchtchenko à la fin 2004, à l'issue de la révolution orange ? C'est "le résultat d'un troisième tour de l'élection, qui n'était pas prévu dans la Constitution ukrainienne. Mais les pays occidentaux l'ont activement soutenu. Eh bien, c'est une violation flagrante de la Constitution. De quelle démocratie s'agit-il ici ? Une bacchanale, et c'est tout. Ils l'ont fait une fois, et ensuite ils l'ont répété sous une forme encore plus grossière au moment du changement de pouvoir, du coup d'État en Ukraine, très récemment*". Quelles que soient les péripéties politiques et les accalmies, les éléments idéologiques sont solidement en place pour justifier une action de reprise en main de la situation par la Russie.

QUI EST POLITIQUEMENT CORRECT ?

Le rapport Nemtsov met en lumière un deuxième point essentiel du discours poutinien. Le président russe a construit sa popularité, en Russie et désormais dans le reste du monde, sur sa capacité présumée à refuser le politiquement correct, systématiquement présenté comme une invention occidentale. En 2013, par exemple, Vladimir Poutine condamne "les excès du politiquement correct [qui] conduisent à ce qu'on envisage sérieusement [en Occident] d'autoriser un parti ayant comme but la propagande pédophile**" ... Le président viril est célèbre pour ses ruptures de ton – rappelons l'inaugural "buter les

* Réunion du club de discussion international Valdaï, 22 octobre 2015, Sochi.

** Réunion du club de discussion international Valdaï, 19 septembre 2013, région de Novgorod.

Tchéchènes jusque dans les chiottes” lancé en 1999. L’objectif est d’installer dans les esprits l’existence d’un clivage entre les hypocrites – les Occidentaux, d’autant plus impérialistes qu’ils se disent droits-de-l’homnistes – et ceux qui “appellent les choses par leur nom”. Contre la morgue et le sérieux des donneurs de leçon, le président russe vante les vertus du naturel, de la verve et du bon mot. Il émaille ses discours de proverbes populaires et d’expressions parfois lestes. Il joue la force spontanée, et parfois brutale, du peuple, contre le langage châtié, pudibond, moralisateur, mais d’autant plus punitif, des élites occidentales. Celles-ci, d’après sa théorie, chercheraient à imposer leurs normes langagières, leur libéralisme sociétal et leur juridisme paralysant pour mieux avancer leurs pions, discrètement, aux quatre coins du monde.

Le problème est que Vladimir Poutine, concernant son action en Ukraine, n’appelle vraiment pas les choses par leur nom. Les pressions sur le gouvernement Ianoukovitch pour l’empêcher de signer l’accord d’association avec l’Union européenne ont été discrètes. Quant à l’envoi de formateurs, de cadres, de soldats et d’armes en Ukraine, il est toujours formellement nié par le président russe lui-même jusqu’en décembre 2015, alors que les faits montrent l’ampleur de la participation russe. Dans le rapport Nemtsov, on entend les voix des soldats, de leurs proches. On comprend qui est envoyé combattre chez les “frères” ukrainiens ; comment cette guerre clandestine est organisée ; comment on rapatrie les corps pour les enterrer à la va-vite et en secret ; comment on tente de faire taire des mères de soldats. Vladimir Poutine est donc contraint de prétendre avec ingénuité que les soldats russes repérés en Ukraine se sont “égarés” alors

qu'ils croyaient se trouver en Russie. Lorsqu'il répond à un journaliste sur l'identité des "petits hommes verts" sans insignes venus envahir la Crimée, il répond : "Ce sont des unités locales d'autodéfense." Et pour expliquer pourquoi ils portaient des uniformes de l'armée russe, il poursuit : "Vous savez, dans tout l'espace postsoviétique, on trouve une multitude d'uniformes semblables... Il suffit d'entrer dans un magasin ici, et vous pourrez y acheter n'importe quel uniforme*." Le chef du Kremlin, qui se flatte de ne rien cacher, ment donc au monde entier. Et tout le monde sait qu'il ment. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'il est si difficile de négocier avec lui : comment prendre au sérieux quelqu'un qui joue la comédie en vous regardant dans les yeux ? Il prétend n'avoir aucun pouvoir sur les séparatistes du Donbass, alors que dans les faits il est obéi par eux. Mais il peut à tout moment prétendre que ces derniers refusent de l'écouter et aisément justifier une reprise de la guerre. Le rapport Nemtsov conclut par un mouvement d'indignation face à cette sinistre comédie : "Des parachutistes russes ont été capturés en Ukraine ? Ils s'étaient perdus. Il a été prouvé que les séparatistes utilisent des armes russes ? Ils les ont sûrement achetées au surplus militaire. Les Ukrainiens se font bombarder depuis les territoires russes ? Ils se sont bombardés eux-mêmes. On connaît les noms des soldats russes morts en Ukraine ? Oh, ça suffit !"

Le plus gênant est que Vladimir Poutine modifie les versions précédentes. Dès le mois d'avril 2014, il admet : "Nos soldats ont épaulé les forces d'autodéfense en Crimée**." Et

* Réponses aux questions des journalistes, 4 mars 2014, Novo Ogarevo.

** "Ligne directe" avec Vladimir Poutine, 17 avril 2014, Kremlin.

dans le film russe qui célèbre le premier anniversaire de l'annexion, en mars 2015, il affirme avoir pris la décision, seul, dans la nuit du 22 au 23 février 2014, de "commencer à travailler sur le retour de la Crimée en Russie". Au fond, en mentant effrontément puis en revenant sur ses propos, Vladimir Poutine se situe désormais dans un champ où la vérité et le mensonge n'ont plus vraiment de sens. Là ne règnent plus que la dérision et la provocation. Le but est de ridiculiser les normes démocratiques utilisées dans de nombreuses parties du monde, mais désignées comme "occidentales", pour les vider de leur sens. En 2007, le Kremlin fonde aux États-Unis et en France des "Instituts pour la démocratie et la coopération" censés surveiller le respect des droits de l'homme dans ces contrées. Il s'agit d'une réponse parodique aux critiques adressées par les démocraties occidentales à la Russie en ces matières. Maintenant, le président russe fait mine d'envoyer en Ukraine orientale, sans autorisation de la Croix-Rouge ni des autorités ukrainiennes, de mystérieux "convois humanitaires", singeant l'humanitarisme occidental. Dans la nouvelle patrie du "politiquement incorrect", on se vante d'interdire la "propagande homosexuelle". Le chef de l'État déplore que dans de nombreux pays européens "on mène une politique mettant au même niveau une famille avec de nombreux enfants et un partenariat du même sexe, la foi en Dieu et la foi en Satan*". En Russie, du coup, la haine du politiquement correct a tendance à se transformer en nouveau moralisme, bien plus hypocrite que les prudences démocratiques. Éducation patriotique obligatoire, virilité de façade, grands signes de croix et déclarations fracassantes dissimulent mal, chez les

* Club Valdaï, 19 septembre 2013, région de Novgorod.

plus puissants, la corruption, l'enrichissement illégal et la fascination pour le luxe occidental.

Ce discours anti-politiquement correct permet enfin de réhabiliter des périodes noires de l'histoire. Poutine réévalue de manière positive le pacte Molotov-Ribbentrop : "Et si l'Union soviétique n'avait pas envie de faire la guerre, où est le mal* ?" Il autorise les rapprochements hasardeux. Tandis que les médias officiels russes présentent systématiquement les autorités issues de la révolution de Maïdan comme une "junte fasciste", le président russe, au plus fort de la contre-offensive russe dans le Donbass, à l'été 2014, compare Donetsk à Leningrad victorieuse du siège nazi entre 1941 et 1944 : "De petits villages et de grandes villes sont encerclés par l'armée ukrainienne. Cela me rappelle tristement les événements de la Seconde Guerre mondiale, quand les fascistes allemands encerclaient nos villes**." La haine du prétendu politiquement correct mène logiquement à la théorie du complot, qui privilégie une vision "alternative" de l'histoire, et qui entretient surtout un rapport fantaisiste avec la réalité. Poutine, les années passant, s'en empare de plus en plus clairement. En septembre 2015, à la tribune des Nations unies***, il offre sa vision de l'histoire récente. Critiquant l'émergence, à l'issue de la guerre froide, d'un "centre unique de domination" mondiale, il déclare que les alliés des États-Unis ne sont pas des pays souverains mais des "protectorats". Il accuse Washington d'être l'instigateur de toutes les révolutions récentes, des

* Rencontre avec les jeunes chercheurs et les enseignants d'histoire, 5 novembre 2014, Moscou.

**Forum panrusse de la jeunesse Seliger, 29 août 2014, région de Novgorod.

*** 70^e session de l'Assemblée générale de l'ONU, 28 septembre 2015.

révolutions arabes comme des révolutions de couleur : “L’exportation des soi-disant révolutions « démocratiques » continue. Il suffit de regarder la situation au Proche-Orient et en Afrique du Nord.” Avant d’accuser les États-Unis et leurs “vassaux” d’être responsables de l’émergence de l’organisation de l’État islamique et de continuer à vouloir déstabiliser la Russie, il lance aux dirigeants occidentaux : “Vous rendez-vous compte de ce que vous avez fait ?” Le discours anti-politiquement correct s’est figé en une théorie de l’histoire complotiste qui rend les États-Unis, et les autres en général, responsables de tous les malheurs qui secouent la planète. La Russie, elle, est désignée par son président comme la puissance qui répare, en sauveuse d’une humanité en péril, les erreurs occidentales, en Ukraine comme en Syrie.

LA FUITE EN AVANT

Nous touchons ici au troisième point crucial relevé par le rapport Nemtsov : le rôle de la guerre dans la vision du monde et l’action de Vladimir Poutine. En Ukraine, il affirme officiellement ne pas la mener. Néanmoins, chacun sait, en Russie comme ailleurs, que c’est faux. En Syrie, il l’assume au contraire, afin de se poser en défenseur des civilisations identitaires, en protecteur des chrétiens d’Orient, en redresseur de la pusillanimité de l’Occident. Un haut représentant du patriarcat de Moscou, Vsevolod Tchapline, qui dirigeait la section des Liens entre l’Église et la société, a même caractérisé l’engagement russe de “lutte sainte*”. Avec ses interventions en Ukraine et en Syrie, Poutine veut chauffer à blanc

* Cf. l’agence de presse Interfax, 30 septembre 2015.

la population russe, tout d'abord pour relever encore sa cote de popularité, puis pour proposer aux citoyens un nouveau contrat social. De 2000 à 2012, l'accord était le suivant : si les Russes ferment les yeux sur les méthodes autoritaires de l'État, s'ils ne disent rien des détournements d'argent et de la corruption à grande échelle, le Kremlin promet une stabilisation sociale et une hausse régulière du niveau de vie. Élaboré sur le modèle d'une économie de rente, ce schéma n'a pas résisté à la baisse du prix des matières premières. Il a donc fallu pallier la dégradation économique du pays. Le président, qui préparait depuis plusieurs années déjà son tournant conservateur anti-occidental, propose désormais autre chose : vous souffrirez des privations, votre niveau de vie baissera, vous serez isolés du reste du monde, mais vous participerez au retour de la puissance russe, et elle s'imposera au monde entier, annonce-t-il à son peuple. La cité balnéaire de Charm el-Cheikh a symbolisé l'accession d'une nouvelle classe moyenne russe aux séjours ensoleillés dans les années 2000. Elle représente, depuis l'attentat de l'organisation de l'État islamique contre l'avion ramenant des touristes russes le 31 octobre 2015, la fin de cette époque et l'entrée dans la seconde. La guerre, selon Vladimir Poutine, dessine le destin historique de la Russie dans sa défense contre un Occident structurellement hostile. Elle révèle également l'homme russe à lui-même en lui permettant de dépasser un égoïsme bourgeois importé d'Europe. Durant sa campagne électorale de 2012, Vladimir Poutine lance à ses supporters, déstabilisés par le mouvement de contestation contre son pouvoir : "Nous sommes une nation de vainqueurs. La bataille de Moscou continue. Nous allons gagner." En avril 2014, au cours d'une "ligne directe" avec le peuple, il oppose l'homme russe, animé par des idéaux et

prêt au sacrifice de sa vie, à l'Occidental pragmatique, mû par le seul intérêt du confort matériel, incapable de mettre son existence en jeu. Avec un "code culturel", mais également un "code génétique" "puissant" (fondé sur une base plurinationale, celle de la diversité des peuples composant la Fédération de Russie), le Russe n'a, selon le président, rien à craindre d'Occidentaux décadents. Ce "code génétique" représente en effet l'un de nos plus grands avantages concurrentiels dans le monde d'aujourd'hui". Comment se manifeste-t-il ? "L'homme du monde russe pense d'abord qu'il existe [...] un principe moral supérieur." Au contraire, "les valeurs occidentales se résument justement à ce que l'homme se suffit à lui-même [...]. Plus l'homme a du succès, mieux il est. Pour nous, ce n'est pas assez." Le président cite même un dicton populaire affirmant que pour défendre la patrie, même "la mort est belle" lorsqu'elle est provoquée "pour les autres, pour son peuple, ou, pour parler le langage contemporain, pour la patrie". En ceci se situent "les racines profondes de notre patriotisme. De là provient l'héroïsme massif durant les conflits armés et les guerres*". Poutine conclut : "Nous avons l'âme plus généreuse." Le 22 octobre 2015, devant les spécialistes de la Russie du club Valdaï, il considère que la stabilité ne naît pas des "projets de paix perpétuelle**" des philosophes mais des rapports de force réels, qu'il appelle à changer au détriment de la puissance américaine.

Depuis plusieurs années, Vladimir Poutine a posé, grâce aux emprunts qu'il fait à des penseurs anti-occidentaux, les jalons de ce discours de l'homme russe qui se réalise dans le

* "Ligne directe" avec Vladimir Poutine, 17 avril 2014.

** Réunion du club international Valdaï, 22 octobre 2015, Sotchi.

sacrifice à la patrie. Il est désormais passé à la phase de réalisation de ce programme. Il a envoyé les forces spéciales, les soldats, les mercenaires, durant l'année 2014, en Crimée et en Ukraine, et leur a demandé de risquer leur vie pour sauver la patrie menacée par les "fascistes" de Kiev. Mais après une année d'exaltation liée au "retour à la maison" de la Crimée et à la lutte contre la "junte" de Kiev, l'enthousiasme nationaliste a baissé d'intensité. Le Kremlin a alors dû trouver un nouveau terrain pour faire monter la fièvre : la célébration grandiose du 70^e anniversaire de la victoire sur le nazisme, le 9 mai 2015. Durant des mois, on a préparé un défilé militaire qui présentait des armes nouvelles, comme le char d'assaut Armata T-14. On a proposé au peuple entier de défiler avec le portrait d'un aïeul disparu durant le conflit. Là encore, une fois les festivités terminées, il a fallu trouver un nouveau combustible pour le feu nationaliste. C'est à ce moment que les émissaires syriens et iraniens ont commencé à faire des visites au Kremlin. Pour la première fois depuis la guerre d'Afghanistan, la prochaine guerre allait avoir lieu en dehors du territoire de l'ex-URSS. L'occasion, peut-être, d'utiliser les armes présentées sur la place Rouge en mai... Le discours de la guerre a ainsi parcouru trois cercles : celui du discours, de plus en plus belliqueux vis-à-vis d'un Occident aussi décadent qu'agressif ; celui de "l'étranger proche", avec l'invasion de la Géorgie en 2008 et la guerre en Ukraine ; celui du grand large, depuis l'intervention en Syrie. Quelles seront les étapes suivantes ?

Vladimir Poutine ne révèle pas ses véritables intentions. Son intervention militaire en Syrie n'est pas tant dirigée contre l'organisation de l'État islamique que contre tous les adversaires de Bachar el-Assad. Or, certains d'entre eux

sont armés par les États-Unis et soutenus par des puissances régionales comme la Turquie. En Syrie, nous sommes au bord de l'embrasement, tant les buts stratégiques de la Russie demeurent opaques : attaquer l'État islamique, protéger Bachar el-Assad, installer un bastion alaouite imprenable pour un avenir fédéralisé de la Syrie, provoquer les alliés des États-Unis et démontrer la faiblesse de l'Otan ?

Quels qu'ils soient, les prochains jalons de la politique poutinienne apporteront aux Russes autant de désillusions que les guerres d'Afghanistan en ont créées parmi une jeunesse soviétique sacrifiée à des buts incompréhensibles et meurtriers. Le rapport Nemtsov montre la réalité de la guerre en Ukraine, bien différente des images projetées quotidiennement par la télévision russe. Ce conflit est loin d'être réglé. La Crimée est annexée au mépris du droit international et du peuple tatar. Rien ne dit que l'avenir sera aussi radieux qu'au moment du référendum de mars 2014. Les républiques séparatistes du Donbass sont des foyers d'instabilité et de violence, pour l'Ukraine comme pour la Russie. L'État doit gérer le retour des combattants et ne pas se laisser déborder par sa droite. La crise économique touche durement la Russie. Pour toute réponse, en lançant les troupes dans son aventure syrienne, Vladimir Poutine se pose maintenant en protecteur d'un Occident hésitant et affaibli. Il feint de sortir par le haut de la crise ukrainienne. En réalité, il ne fait qu'accélérer sa fuite en avant.

MICHEL ELTCHANINOFF

LE POINT DE VUE DES ÉDITEURS

Boris Nemtsov, l'un des principaux opposants russes, qu'on voyait en tête de toutes les manifestations de l'opposition, préparait un rapport sur "Poutine et la guerre" dans lequel il entendait montrer comment et pourquoi l'agression russe contre l'Ukraine avait été décidée. Pour ce faire, il avait commencé à rassembler des informations, convaincu qu'en Russie, à part Vladimir Poutine, personne n'avait besoin de cette guerre qui lui aura permis de faire remonter sa cote de popularité de 44 à 89 %.

Boris Nemtsov n'a pas eu le temps d'achever son réquisitoire. Il a été abattu par des tueurs le 27 février 2015, sous les murs du Kremlin, sans qu'à ce jour la justice russe n'ait réussi à identifier un quelconque commanditaire.

Ce *Rapport* est donc basé sur les informations qu'il avait réunies et sélectionnées. Ses notes manuscrites, les documents rassemblés par lui ont tous été utilisés pour la rédaction finale, qui reste une des rares tentatives de contrer la version du pouvoir, car en Russie, on le sait depuis Anna Politkovskaïa, le courage politique se paie au prix fort.

Composé de onze chapitres, le *Rapport* analyse les circonstances et la préparation programmée de l'annexion de la Crimée par les fameux "petits hommes verts", suivie d'un soi-disant référendum, et s'intéresse à la présence patente des services secrets et des militaires russes dans les "républiques" autoproclamées de Donetsk et de Lougansk.

Le *Rapport* démonte patiemment la propagande officielle, relayée par les médias aux ordres. Pour les auteurs du *Rapport Nemtsov*, il est clair que la Russie, en plein *revival* stalinien comme le soulignait par ailleurs Svetlana Alexievitch, mène une vraie guerre contre l'Ukraine... coupable de vouloir devenir un pays démocratique indépendant.

Il reste que le coût de cette politique aventuriste, malgré la popularité record de Poutine, risque d'être très lourd alors que les sanctions américaines et européennes conjuguées avec la chute des revenus pétroliers enfonce chaque jour un peu plus la Russie dans une crise économique sans précédent.

Illustration de couverture : © Maria Turchenkova

ISBN 978-2-330-05720-6

SOLIN/ACTES SUD

DÉP. LÉG. : FÉV. 2016

17 € TTC France

www.actes-sud.fr



9 782330 057206